gique quand il impose une taxe différente sur un journal, selon qu'il est transporté à une plus ou moins grande distance dans le Canada même.

Il y a dans le journal autre chose qu'une marchandise. Le travail de la pensée, le produit du cerveau humain, comptent pour quelque chose dans la confection du journal et il est heureux qu'on les puisse fixer sur une matière pour qu'ils ne périssent pas, mais demeurent et se répandent au loin. Le journal est une force que les gouvernements intelligents savent ménager quand ils ne vont pas jusqu'à la protéger.

Est ce que d'ailleurs le journal n'est pas l'instrument par excellence d'instruction, d'éducation du peuple ; il est le vulgarisateur des sciences et des découvertes ; le porte-paroles de ceux qui pensent et qui savent à ceux qui ignorent ou ne trouvent pas le temps de penser. Le journal est un grand remueur d'idées, sans lui bien des questions attendraient encore leur réponse, bien des problèmes n'auraient pas encore reçu leur solution. Pour le commerce, pour l'industrie, c'est un promoteur qui n'a pas son pareil ; sans lui la science agricole serait encore dans les langes ou tout au moins n'aurait pas passé de la théorie dans la pratique.

Tout homme qui sait lire, lit un journal. Combien, même parmi ceux qui ont une certaine instruction, lisent des livres ? Bien peu, comparativement.

En taxant et en surtaxant les journaux, on verra la fin de la presse à bon marché, c'est-à-dire qu'on privera ceux qui en ont le plus besoin, de la seule lecture instructive qui était à leur portée.

Le gouvernement en augmentant la taxe sur les journaux a commis une sottise dont tôt ou tard il subira les conséquences.

LA BANQUE D'HOHELAGA

C'est avec une satisfaction marquée que les nombreux amis de cette banque canadienne-française ont lu le rapport des directeurs sur le résultat de l'année financière terminée le 31 mai dernier. Par les chiffres publiés, ils ont constaté combien les progrès de cette banque ont été rapides et combien s'était élargi la clientèle de cette excellente institution.

Le mouvement des affaires et de la clientèle est tel à la banque d'Hochelaga que l'emplacement relativement spacieux occupé par les bureaux de son siège principal au coin de la Côte de la Place d'Armes est devenu absolument insuffisant.

Depuis que la Banque du Peuple a suspendu ses paiements, c'est-à-dire depuis cinq ans, la direction de la banque d'Hochelaga a été continuellement sollicitée d'acheter l'immeuble occupé par et propriété de la Banque du Peuple ; avec non moins d'insistance qu'on en mettait à leur offrir, les directeurs de la Banque d'Hochelaga ont décliné ces offres.

Tout le monde sait avec quelle prudence et avec quel souci des intérêts de sa cliente et de ses actionnaires, les affaires de cette dernière banque sont menées ; aussi personne ne sera-t-il surpris que ses directeurs n'aient pas voulu aliéner une partie des capitaux dont ils disposent pour faire une pareille acquisition.

Acheter l'immeuble, c'était convertir un capital productif en un capital-mort ; c'était entrer dans une voie qui avait si mal réussi à la Banque du Peuple. L'expérience consommée des directeurs de la Banque d'Hochelaga leur évitait de commettre une pareille faute, malgré tous les dehors alléchants dont on pouvait l'entourer.

Le site cependant est bien choisi pour une banque, l'emplacement